

BALYO

Société anonyme au capital de 2.290.783,04 euros
Siège social : 3 rue Paul Mazy, 94200 Ivry-sur-Seine
483 563 029 RCS Créteil

(la « *Société* »)

<p style="text-align: center;">RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 26 JUIN 2020</p>
--

Mesdames et Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale à caractère mixte (l'« *Assemblée Générale* »), convoquée le 26 juin 2020 à 10 heures au siège social de la Société, afin de soumettre à votre approbation des décisions qui relèvent d'une part de la compétence de l'assemblée générale ordinaire et d'autre part de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire, nous vous présentons le rapport de gestion sur les activités de la Société et du groupe pendant l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019 et clos le 31 décembre 2019 et soumettons à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les comptes consolidés.

Nous vous proposons également :

- de procéder à l'affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- de procéder à l'apurement du compte « *Report à nouveau* » par affectation sur le compte « *Primes d'émission* »,
- d'approuver les conventions règlementées et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
- d'approuver les informations visées à l'article L. 225-37-3, I du Code de commerce,
- d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Fabien Bardinnet, Président Directeur Général de la Société,
- d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Pascal Rialland, Directeur Général Délégué de la Société,
- d'approuver la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société,
- de ratifier la cooptation de Monsieur Pascal Rialland en qualité de nouveau membre du Conseil d'administration, et
- d'autoriser votre du Conseil d'administration à procéder au rachat d'actions de la Société.

Dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire, nous vous soumettons des résolutions à l'effet :

- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public autre que celle visée à l'article L. 411-2, 1^o du Code monétaire et financier,

- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offre au public visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier,
- d'autoriser votre Conseil d'administration en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans le cadre des treizième et quatorzième résolutions, à l'effet de fixer le prix d'émission selon les modalités déterminées par l'Assemblée Générale, dans la limite annuelle de 10% du capital social,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,
- d'autoriser votre Conseil d'administration à augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre des douzième, treizième, quatorzième et seizième résolutions,
- d'autoriser votre Conseil d'administration à augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en rémunération d'apports en nature hors le cas d'une offre publique d'échange,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence en vue de procéder à l'augmentation du capital social de la Société par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise établi en application des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 et suivants du Code du travail avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de ces derniers,
- d'autoriser votre Conseil d'administration à procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription,
- d'autoriser votre Conseil d'administration à consentir des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou à l'achat d'actions existantes, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions autonomes de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au bénéfice d'une catégorie de personnes (partenaires – mandataires),
- de créer des actions de préférences convertibles en actions ordinaires sous réserve de conditions de performance,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'attribuer gratuitement des actions de préférence sous condition de performance, à des cadres salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription,
- de consentir à votre Conseil d'administration une délégation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions précédemment rachetées dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, et
- de modifier l'article 16 « *Délibérations* du Conseil » des Statuts afin de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par consultation écrite des Administrateurs conformément à la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 dite « Soihili » ayant modifié l'article L. 225-37 du Code de commerce,
- de consentir tous pouvoirs à donner en vue des formalités.

* * * * *
* *
*

Le présent rapport est destiné à vous présenter les principaux motifs de chacune des résolutions qui seront soumises à votre vote lors de l'Assemblée Générale, conformément à la réglementation en

vigueur. Le présent rapport ne prétend donc pas à l'exhaustivité, aussi est-il indispensable que vous procédiez à une lecture attentive du texte des projets de résolutions avant d'exercer votre droit de vote.

La marche des affaires et la situation financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont décrites dans le rapport de gestion du Conseil d'administration figurant aux chapitres 5 et 7 du Document d'Enregistrement Universel de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et disponible sur les sites internet de l'AMF et de la Société.

*
* *
* * * * *

I. DECISIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et affectation du résultat *(première à quatrième résolutions)*

Nous vous proposons, dans le cadre des première et deuxième résolutions, après avoir pris connaissance (i) du présent rapport, (ii) du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019 et (iii) du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2019, d'approuver, tels qu'ils vous seront présentés, les comptes annuels et les comptes consolidés de cet exercice, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Nous vous proposons également de constater, conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'absence de charges non déductibles des bénéfices relevant de l'article 39-4 du Code général des impôts, ainsi que l'absence de frais généraux visés par l'article 39-5 du même Code.

Nous vous proposons par ailleurs d'affecter au poste report à nouveau la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à la somme de 13.223.178 euros, ce qui porterait le montant du report à nouveau à (13.223.178) euros.

Enfin nous vous proposons d'apurer la totalité des pertes par imputation de l'intégralité du compte « Report à nouveau » sur le compte « Primes d'émission » ainsi qu'il suit :

- Solde du compte « Report à nouveau » avant imputation :	(13.223.178) euros
- Solde du compte « Prime d'émission » avant imputation :	28.163.913 euros
- Solde du compte « Report à nouveau » après imputation :	0 euro
- Solde du compte « Prime d'émission » avant imputation :	14.940.735 euros

Conformément aux dispositions légales, vous rappellerez enfin que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois exercices précédents.

Examen et approbation des conventions règlementées et engagements visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce *(cinquième résolution)*

Nous vous proposons, dans le cadre de la cinquième résolution, et après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, d'approuver les termes dudit rapport et des conventions conclues et/ou exécutées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2018 qui y figurent.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à vous référer au rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux conventions règlementées, figurant dans le chapitre 17 du Document d'Enregistrement Universel de la Société.

Approbation des informations visées à l'article L. 225-37-3, I du Code de commerce (sixième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la sixième résolution et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 22 du Document d'Enregistrement Universel de la Société et conformément à l'article L. 225-100 II du Code de commerce, d'approuver les informations mentionnées à l'article L. 225-37-3, I du Code de commerce, tels que détaillées dans ce rapport.

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Fabien Bardinet, en sa qualité de Président Directeur Général de la Société (septième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la septième résolution et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 22 du Document d'Enregistrement Universel de la Société et conformément à l'article L. 225-100 III du Code de commerce, d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019 à Monsieur Fabien Bardinet en sa qualité de Président Directeur Général.

Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Pascal Rialland, en sa qualité de Directeur Général Délégué de la Société (huitième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la huitième résolution et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 22 du Document d'Enregistrement Universel de la Société et conformément à l'article L. 225-100 III du Code de commerce, d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019 à Monsieur Pascal Rialland en sa qualité de Directeur Général Délégué.

Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société (neuvième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la neuvième résolution et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 22 du Document d'Enregistrement Universel de la Société et conformément à l'article L. 225-37-2 du Code de commerce, d'approuver la politique de rémunération applicable à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société, telle que détaillée dans ce rapport.

Ratification de la cooptation de Monsieur Pascal Rialland en qualité de membre du Conseil d'administration (dixième résolution)

Faisant suite à la démission de Hyster-Yale France SARL, le Conseil d'administration a coopté la société Monsieur Pascal Rialland, en qualité de nouvel administrateur pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera en 2021 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Il est ainsi proposé dans le cadre de la dixième résolution de ratifier la nomination de ce nouvel administrateur qui a d'ores et déjà reconnu satisfaire toutes les conditions requises par la loi et les règlements.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-83 5° du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous les informations concernant Monsieur Pascal Rialland dont la ratification de la cooptation par le Conseil d'administration vous est proposée :

- Nom, Prénom, âge : Rialland, Pascal, 44 ans ;
- Références professionnelles et activités professionnelles au cours des 5 dernières années : diplômé de l'ENSAT, Pascal, spécialisé en marketing de l'Université McGill, Montréal est également titulaire d'un diplôme EMBA de l'Université Tsinghua, Pékin et de l'INSEAD, Singapour. Il dispose de plus de 20 ans d'expérience dans des sociétés d'ingénierie et de robotique en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Irlande et en Chine ;
- Emplois ou fonctions occupés dans la Société : Directeur Général de la Société ;
- Nombre d'actions de la Société détenues : 0

Autorisation donnée au Conseil d'administration d'acquérir des actions de la Société (onzième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la onzième résolution, et conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce d'autoriser le conseil d'administration à opérer en bourse ou autrement sur les actions de la Société, pour une durée de dix-huit (18) mois.

Cette autorisation sera destinée à permettre :

- la conservation des actions de la Société et leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ;
- la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions, de plans d'attribution gratuite d'actions, d'opérations d'actionnariat salarié réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, conformément aux articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail, ou d'allocation d'actions au profit des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées ;
- la remise des actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- leur annulation, en tout ou partie, dans le cadre d'une réduction de capital ;
- l'animation du marché secondaire ou la liquidité des actions de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- leur utilisation dans le cadre de toute opération de couverture des engagements de la Société au titre d'instruments financiers portant notamment sur l'évolution du cours des actions de la Société ; ou
- la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des marchés financiers.

Ces opérations d'acquisition, de cession, de transfert ou d'échange d'actions pourront être réalisées par tous moyens, notamment sur le marché (réglementé ou non), sur un système multilatéral de négociation (MTF), via un internalisateur systématique ou de gré à gré et, le cas échéant, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs ou par recours à des instruments financiers dérivés (options, bons négociables, etc.), à tout moment, sauf en période d'offre publique portant sur les titres de la Société, dans le respect de la réglementation en vigueur. La part du programme de rachat pouvant être effectuée

par négociations de blocs pourra atteindre la totalité du programme. Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'administration ne pourra faire usage de la présente délégation de compétence pendant la durée de la période d'offre sans autorisation expresse de l'Assemblée générale et suspendra l'exécution de tout programme de rachat d'actions déjà initié, sauf à l'exécuter afin de satisfaire une livraison de titres ou une opération stratégique engagées et annoncées avant le lancement de ladite offre publique.

Les rachats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achèterait pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions composant le capital de la Société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée), soit à titre indicatif 2.863.478,80 actions à la date des présentes, étant précisé que (i) le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital social et (ii) conformément à l'article L.225-209 du Code de commerce, lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité de l'action de la Société dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ; et
- le total des actions détenues par la Société à une date donnée ne pourra dépasser 10% du capital existant à cette même date.

Dans le cadre de ce programme, le prix maximum d'achat (hors frais) serait fixé à huit (8) euros. Le Conseil d'administration pourrait toutefois ajuster le prix d'achat susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximal de fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions serait de vingt-deux millions neuf cent sept mille huit cent trente euros et quarante centimes (22.907.830,40 €), net de frais.

Le Conseil d'administration pourra décider et mettre en œuvre la présente autorisation, en précisant, si nécessaire, les termes et les modalités, et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour parvenir à la bonne fin des opérations envisagées.

La présente autorisation priverait d'effet pour l'avenir à hauteur le cas échéant de la partie non utilisée toute autorisation antérieure de même nature et en particulier celle consentie par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

II. DECISIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Les délégations financières présentées ci-dessous visent à donner la plus grande souplesse au Conseil d'administration pour faire appel au marché financier, lever des fonds dans des délais réduits ou encore intéresser son personnel salarié ou ses cadres dirigeants et permettre ainsi à la Société de se doter, lorsqu'elle l'estimera opportun, des moyens financiers et humains nécessaires au développement de ses activités.

Nous vous précisons que :

- la délégation de compétence objet de la douzième résolution, permettant au Conseil d'administration d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, bénéficie d'un montant maximum d'un million six cent mille euros (1.600.000 €) de valeur nominale, correspondant à 69,8 % du capital social, étant précisé que ce montant constitue un plafond nominal global sur lequel s'imputeront également les augmentations de capital réalisées en vertu des treizième, quatorzième, seizième, dix-huitième, dix-neuvième à vingt-troisième résolutions soumises à l'Assemblée Générale ;
- la délégation de compétence permettant au Conseil d'administration d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public autre que celle visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, prévue à la treizième résolution, bénéficie d'un montant maximum d'un million cent quatre-vingt mille euros (1.180.000 €) de valeur nominale, correspondant à 51,51 % du capital social, étant précisé que ce montant constitue un plafond nominal global sur lequel s'imputeront également les augmentations de capital réalisées en vertu des quatorzième et seizième résolutions soumises à l'Assemblée Générale.
- les délégations de compétence permettant au Conseil d'administration d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au public visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (anciennement « placement privé ») ou à une catégorie de bénéficiaires, prévues aux quatorzième et seizième résolutions, bénéficient d'un montant maximum quatre cent cinquante-cinq mille euros (455.000 €) de valeur nominale, correspondant à 19,87 % du capital social
- les délégations de compétence permettant au Conseil d'administration d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au bénéfice de ses salariés, mandataires sociaux et partenaires via des attributions d'actions gratuites, d'options de souscription et/ou d'achat et de BSA, prévues aux vingt-et-unième, vingt-deuxième et vingt-troisième résolutions, bénéficient d'un montant maximum global correspondant à 6% du capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale.

Ces opérations d'augmentation du capital pourraient être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date des opérations considérées. Toutefois, en cas de dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société, le Conseil d'Administration ne pourrait, pendant la durée de la période d'offre, décider de mettre en œuvre la délégation de compétence concernée, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale.

Conformément à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, il sera également soumis au vote de l'Assemblée Générale, dans le cadre de la vingtième résolution, la délégation permettant à votre Conseil d'administration de procéder à l'émission d'actions ou de titres donnant accès au capital de la Société au profit d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel des actionnaires à leur profit. Le Conseil d'administration de la Société émet une recommandation de vote négative sur cette résolution.

D'autre part, aucune de ces résolutions ne prévoit l'émission d'actions de préférence.

Vous observerez que votre Conseil d'administration aura la possibilité de procéder à des augmentations de capital, soit en réservant aux actionnaires un droit préférentiel de souscription, soit en supprimant ce droit selon la délégation dont il fera usage. Cette suppression du droit préférentiel de souscription est

justifiée par la nécessité, dans certaines circonstances, d'abréger les délais afin de faciliter le placement des valeurs mobilières émises, notamment sur le marché international.

Vous noterez également que certaines autorisations emportent de plein droit renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises par exercice de bons, ou par échange ou remboursement.

Les valeurs mobilières dont l'émission serait ainsi autorisée pourront être émises par le Conseil d'administration conformément aux dispositions légales et réglementaires. Les conditions exactes de leur émission, ainsi que celles des conversions, échanges, remboursements ou des exercices de bons seraient définitivement arrêtées par le Conseil d'administration au moment de la décision d'émission, compte tenu, notamment, des conditions de marché.

En cas d'utilisation par le Conseil d'administration de l'une de ces autorisations, et conformément aux articles R. 225-116 et R. 225-117 du Code de commerce, les rapports complémentaires sur les conditions définitives des opérations devront être mis à la disposition des actionnaires puis présentés en assemblée.

Vous avez pu prendre connaissance des rapports des Commissaires aux comptes sur l'ensemble des autorisations qui vous sont soumises.

Nous vous proposons d'examiner chacune de ces autorisations.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (douzième résolution)

Au titre de la douzième résolution, il est demandé à l'assemblée générale d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès à son capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal global des augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de cette délégation ne pourra, en tout état de cause et compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément à la loi, avoir pour effet d'augmenter le capital social de la Société d'un montant nominal supérieur à un plafond d'un million six cent mille euros (1.600.000 €). Ce montant induirait la création d'un nombre maximum théorique d'actions nouvelles représentant 69,8 % du capital social, étant précisé que ce montant constituerait un plafond nominal global sur lequel s'imputeraient également les augmentations de capital réalisées en vertu des treizième, quatorzième, seizième, dix-huitième, dix-neuvième à vingt-troisième résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de cette délégation ne pourrait excéder cent millions d'euros (100.000.000 €), étant précisé que ce montant constituerait un plafond nominal global sur lequel s'imputeraient également toutes émissions de valeurs mobilières représentatives de titres de créance réalisées en vertu des treizième, quatorzième, seizième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Vous aurez, lors de ces augmentations de capital, la possibilité d'exercer votre droit préférentiel de souscription à titre irréductible et, si le Conseil d'administration y consent, à titre réductible.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-125-2 du Code de commerce, ces pouvoirs seraient délégués au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois et cette délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public autre que celle visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (*treizième résolution*)

Nous vous proposons de déléguer au Conseil d'administration votre compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, l'émission par voie d'offre(s) au public autres que celle visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, le cas échéant tel qu'augmenté en application de la seizième résolution, ne pourrait excéder un montant d'un million cent quatre-vingt mille euros (1.180.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale, étant précisé au surplus que ce montant constituerait un plafond nominal global sur lequel s'imputeraient également toutes augmentations de capital réalisées en vertu des quatorzième et seizième résolutions soumises à l'Assemblée Générale.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder un montant de cent millions euros (100.000.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global prévu à la douzième résolution de soumise à l'Assemblée Générale.

Il est précisé que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation serait au moins égale à la valeur minimale fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables au moment où il serait fait usage de la présente délégation, soit actuellement à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % ; étant précisé à toutes fins utiles que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à la valeur minimale susmentionnée.

La présente délégation pourrait être utilisée à l'effet de rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société (ou de toute offre publique comportant, à titre principal ou à titre subsidiaire, une composante d'échange), dans les limites et sous les conditions prévues par l'article L. 225-148 du Code de commerce. Le montant nominal total des augmentations de capital réalisées dans ce cadre s'imputerait sur le plafond d'un million cent quatre-vingt mille euros (1.180.000 €) ci-dessus défini.

La délégation serait conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et par offre au public visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (*quatorzième résolution*)

Au titre de cette résolution, il est demandé à l'Assemblée Générale de donner au Conseil d'administration la faculté de procéder, le cas échéant, à une augmentation de capital offre au public visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier (anciennement offre par placement privé) à l'intention d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs, dans la limite d'un montant

de quatre cent cinquante-cinq mille euros (455.000 €) de valeur nominale, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le montant nominal d'un million cent quatre-vingt mille euros (1.180.000 €) fixé par la treizième résolution et sur le plafond nominal global d'augmentation de capital visé à la douzième résolution. L'objectif est de faciliter le recours à ce mode de financement pour la société, plus rapide et plus simple qu'une augmentation de capital par offre au public non visée à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier.

Nous vous proposons également de déléguer au Conseil d'administration le pouvoir de fixer le prix d'émission des actions émises dans le cadre de la présente délégation, y compris à terme le cas échéant (sur exercice d'un bon, sur conversion d'une obligation ou au titre de toute autre valeur mobilière donnant accès au capital émise en vertu de la présente résolution), dans le respect des conditions suivantes : le prix d'émission des actions émises directement serait au moins égal au minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (soit à ce jour, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 225-136-1° du Code de commerce, la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse sur le marché Euronext Paris de NYSE Euronext précédant le début de l'offre au public éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 % prévue à l'article R. 225-119 du Code de commerce), après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder cinquante millions d'euros (50.000.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global visé à la onzième résolution.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-125-2 du Code de commerce, ces pouvoirs seraient délégués au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois et cette délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Autorisation consentie au Conseil d'administration pour fixer le prix d'émission des titres à émettre dans le cadre des douzième et treizième résolutions dans la limite de 10% du capital par an (quinzième résolution)

Dans le cadre de la quatorzième résolution qui vous est soumise, le Conseil d'administration serait autorisé à augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par offres au public, dans la limite de dix pour cent (10%) du capital par an en fixant librement le prix d'émission. Ce prix d'émission devrait cependant être au moins égal à la moyenne des cours des trois (3) derniers jours de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximale de vingt pour cent (20%).

Cette autorisation permettrait au Conseil d'administration de disposer d'une plus grande souplesse dans l'utilisation et la mise en œuvre des délégations de compétence pour augmenter le capital social par voie d'offre au public et pouvoir ainsi prendre en compte les conditions de marché.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-125-2 du Code de commerce, ces pouvoirs seraient délégués au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois et cette délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social au bénéfice d'une catégorie de bénéficiaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à leur profit (seizième résolution)

Il vous est demandé de bien vouloir déléguer au Conseil d'administration votre compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la

Société ainsi que de toutes autres valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital de la Société à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au bénéfice de sociétés industrielles ou commerciales du secteur manutention, de la robotique, ou de la logistique ou à des sociétés d'investissement ou des sociétés de gestion de fonds ou à des fonds gestionnaires d'épargne collective, de droit français ou de droit étranger ou à toute autre personne morale (y compris un trust) ou physique, investissant notamment dans le secteur manutention, de la robotique, ou de la logistique susceptibles d'investir dans le cadre d'une offre au public visée à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier (investisseurs qualifiés tels que définis au point e de l'article 2 du règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017 et cercle restreint d'investisseurs autres que des investisseurs qualifiés) pour les investisseurs français et aux dispositions équivalentes pour des investisseurs étrangers, ainsi qu'à des prestataires de services d'investissement français ou étrangers susceptibles de garantir une telle opération.

Le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation, le cas échéant tel qu'augmenté en application de la seizième résolution, ne pourrait excéder un montant nominal maximum de quatre cent cinquante-cinq mille euros (445.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal d'augmentation de capital d'un million cent quatre-vingt mille euros (1.180.000 €) fixé par la treizième résolution soumise à l'Assemblée Générale et sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution.

Le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de titres de créances susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à vingt millions d'euros (20.000.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond prévu à la douzième résolution.

Si vous autorisez cette délégation de compétence, vous autoriserez le Conseil d'administration à fixer la liste précise des bénéficiaires, qui ne pourront excéder le nombre de 10, au sein de la catégorie des bénéficiaires mentionnée précédemment au profit de laquelle le droit préférentiel de souscription aura été supprimé et à arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que les modalités de libération des titres émis. Il déterminera le nombre de titres à émettre au profit de chaque bénéficiaire et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, le prix de souscription desdits titres, leur date de jouissance, étant précisé que la somme revenant à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des trois séances de bourse précédant le jour de la fixation du prix d'émission, ce cours pouvant le cas échéant être corrigé pour tenir compte des différences de date de jouissance et être éventuellement diminué d'une décote maximale de 15 %, étant précisé que (i) dans l'hypothèse de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le prix d'émission des actions susceptibles de résulter de leur exercice, de leur conversion ou de leur échange pourra le cas échéant être fixé, à la discrétion du Conseil d'administration, par référence à une formule de calcul définie par celui-ci et applicable postérieurement à l'émission desdites valeurs mobilières (par exemple lors de leur exercice, conversion ou échange) auquel cas la décote maximale susvisée pourra être appréciée, si le conseil le juge opportun, à la date d'application de ladite formule (et non à la date de fixation du prix de l'émission) et (ii) le prix d'émission sera fixé par le Conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement lors de l'exercice, de la conversion ou du remboursement desdites valeurs mobilières, soient pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égales au prix minimum susmentionné.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Autorisation consentie au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre des douzième, treizième, quatorzième et seizième résolutions (*dix-septième résolution*)

Nous vous suggérons que, lors des augmentations de capital réalisées en vertu des délégations que vous donneriez au Conseil d'administration aux termes des douzième, treizième, quatorzième et seizième résolutions, la Société puisse bénéficier de la possibilité d'augmenter le nombre de titres émis si les souscriptions excèdent le montant proposé à l'émission. La mise en œuvre de cette possibilité permettrait de servir les demandes exprimées par les investisseurs, en ce compris, le cas échéant, nos actionnaires, dans une meilleure proportion.

Vous délégueriez ainsi au Conseil d'administration votre compétence pour augmenter le nombre de titres à émettre d'au plus quinze pour cent (15%) de l'émission initiale, au même prix que celui de l'émission initiale et dans le délai fixé par la loi qui est actuellement de trente (30) jours après la clôture des souscriptions.

Le montant maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente autorisation s'imputerait sur le plafond nominal d'augmentation de capital fixé par chacune des résolutions au titre de laquelle l'émission initiale a été décidée et dans la limite du plafond nominal global fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-125-2 du Code de commerce, ces pouvoirs seraient délégués au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois et cette délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise (*dix-huitième résolution*)

Il vous est demandé d'autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, soit encore par la conjugaison avec une augmentation de capital en numéraire réalisée en vertu des résolutions précédentes, et sous forme d'attributions d'actions gratuites ou d'augmentation de la valeur nominale des actions existantes, soit en combinant les deux opérations.

Le montant des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder le montant des sommes pouvant être incorporées au capital à la date du Conseil d'administration faisant usage de la présente délégation, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. La présente délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société en dehors d'une offre publique d'échange (*dix-neuvième résolution*)

En vertu de la dix-neuvième résolution, il est demandé à l'assemblée d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital destinées à rémunérer des apports de titres non cotés, dans la limite de dix pour cent (10%) du capital à la date de la décision du Conseil d'administration.

Cette autorisation pourrait être utile à l'occasion de la réalisation d'opérations de croissance externe concernant des sociétés non cotées et conférerait alors à la Société la souplesse nécessaire pour mener à bien des opérations de croissance externe de petite ou moyenne envergure.

Le Conseil d'administration aurait pouvoir pour arrêter la liste des actions ou valeurs mobilières apportées, déterminer les conditions de l'émission, la parité d'échange et la soulte éventuelle, constater la réalisation des apports ainsi que l'augmentation de capital qui serait réalisée en vertu de la présente autorisation et modifier les statuts en conséquence.

Comme le prévoit la loi, le Conseil d'administration procéderait à l'approbation de l'évaluation des apports après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux apports ; ce rapport serait communiqué aux actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale suivante.

Le montant nominal global des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global visé à la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-125-2 du Code de commerce, ces pouvoirs seraient délégués au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois et cette délégation priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration pour augmenter le capital social au profit des adhérents à un plan d'épargne d'entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à leur profit (vingtième résolution)

La présente assemblée générale ayant à se prononcer sur plusieurs délégations données au Conseil dont l'exercice emporterait augmentation de capital social de la Société, il est donc soumis au vote de l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, une résolution d'augmentation de capital social réservée aux salariés dans le cadre des dispositions de l'article L.3332-1 du Code du travail relatif à l'actionnariat des salariés.

Cette autorisation serait conférée pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

Cette vingtième résolution, si elle était adoptée, permettrait de déléguer à votre Conseil la compétence aux fins de procéder à une augmentation de capital réservée à des salariés adhérant à un plan d'épargne d'entreprise, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions nouvelles et, le cas échéant, l'attribution d'actions gratuites, et ce dans la limite d'un montant de soixante-huit mille euros (68.000 €).

Nous vous proposons également de décider que le prix d'émission d'une action émise en vertu de la présente délégation de compétence sera déterminé par le Conseil d'administration, étant précisé que le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à 70% de la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des vingt (20) séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne est inférieure à dix (10) ans et à 60% de cette moyenne lorsque ladite durée d'indisponibilité est supérieure ou égale à dix (10) ans. Vous autoriserez toutefois le Conseil d'administration à réduire ou supprimer les décotes susmentionnées, dans les limites légales et réglementaires.

Le Conseil d'administration, en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail, pourrait également décider de substituer tout ou partie de la décote par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, existants ou à émettre, l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de la décote mentionnée ci-dessus, ne pouvant excéder l'avantage total

dont auraient bénéficié les adhérents au plan d'épargne si cet écart avait été de 30 % ou de 40 % lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à 10 ans.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

Votre Conseil d'administration considère que cette résolution ne présente pas d'avantage particulier par rapport aux mesures existantes qui permettent aux salariés d'accéder au capital de la Société. Votre Conseil d'administration vous recommande donc de ne pas approuver cette résolution.

Autorisation donnée au Conseil d'administration pour procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (vingt-et-unième résolution)

Il vous est proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 Code de commerce.

Le Conseil d'administration déterminerait l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et les critères d'attribution des actions.

Le nombre total d'actions émises ou à émettre pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente résolution ne pourrait excéder un nombre d'actions de la Société représentant plus de 6 % du capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale, étant précisé que ce pourcentage constitue un plafond global sur lequel s'imputerait également toute émission ou attribution réalisée en vertu de la vingt-deuxième résolution et de la vingt-troisième résolution de l'Assemblée Générale.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendrait définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à un an, et que les bénéficiaires devront, si le Conseil d'administration l'estime utile ou nécessaire, conserver lesdites actions pendant une durée librement fixée par le Conseil d'administration, étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition, et le cas échéant de conservation, ne pourrait être inférieure à deux (2) ans.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente autorisation s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Autorisation donnée au Conseil d'administration pour consentir des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou à l'achat d'actions existantes, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (vingtième-deuxième résolution)

Nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, aux salariés et mandataires sociaux, ou à certaines catégories d'entre eux, de la Société et des sociétés qui lui seraient liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, détenant moins de 10 % du capital de la Société, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société ou à l'achat d'actions existantes ; le nombre total des options consenties ne pouvant donner droit

à la souscription ou à l'achat d'un nombre d'actions représentant plus de 6 % du capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale, étant précisé que ce pourcentage s'imputerait sur la limite globale de 6 % du capital social fixée par la vingt-et-unième résolution ci-dessus présentée.

Le prix de souscription des actions nouvelles ou d'achat des actions existantes par exercice des options serait déterminé par le Conseil le jour de l'attribution des options de la façon suivante :

- le prix de souscription des actions nouvelles ne pourra être inférieur à 95 % de la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des vingt (20) séances de bourse précédant la séance du Conseil d'administration ;
- le prix d'achat des actions existantes sera égal au plus élevé des deux montants suivants : (a) 95 % de la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors des vingt (20) séances de bourse précédant la séance du Conseil et (b) le cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et/ou L. 225-209 du Code de commerce ;
- si les actions de la Société cessaient d'être admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix de souscription ou d'achat des actions par exercice des options sera déterminé par le Conseil conformément à l'article L. 225-177 du Code de commerce. Dans la seule hypothèse des options d'achat d'actions, le prix ainsi déterminé par le Conseil ne pourra en aucun cas être inférieur au prix moyen d'achat des actions éventuellement détenues par la Société.

Les options devraient être exercées dans un délai maximum de huit (8) ans à compter de leur attribution par le Conseil d'administration, celui-ci pouvant toutefois réduire ce délai pour les bénéficiaires résidents de pays dans lesquels une durée inférieure est prévue par la loi.

L'exercice des options serait, s'agissant des bénéficiaires qui sont dirigeant ou mandataire social, soumis à des conditions de performance qui seront fixées par le Conseil d'administration au moment de leur attribution.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente autorisation s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'émettre des bons de souscription d'actions autonomes de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au bénéfice d'une catégorie de personnes (partenaires – mandataires) (vingt-troisième résolution)

Il vous est proposé de déléguer au Conseil d'administration votre compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, d'un nombre maximum de bons de souscription d'actions autonomes donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire de la Société (les « **BSA 2020** ») dans la limite globale d'un nombre d'actions représentant 2 % du capital social à la date de l'Assemblée Générale, étant précisé que ce pourcentage s'imputera sur la limite globale fixée par la vingt-et-unième résolution de l'Assemblée générale.

Chaque BSA 2020 donnerait le droit de souscrire une action ordinaire de la Société, pendant la période d'exercice que fixera le Conseil d'administration lors de l'attribution des BSA 2020 et dans la limite prévue par la loi et les règlements.

Le prix d'exercice de chaque BSA 2020 serait déterminé par référence à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur les vingt (20) séances de bourse précédant la date à laquelle le Conseil d'administration fera usage de ladite délégation, à libérer en numéraire par versement en espèces ou par compensation de créances.

Nous vous proposons de supprimer, pour les BSA 2020, le droit préférentiel de souscription des actionnaires et de réserver l'intégralité de la souscription des BSA 2018 au profit d'une catégorie de personnes déterminée, à savoir (i) des personnes physiques ou morales étant partenaires de la Société et intervenant à titre gratuit ou onéreux à ses côtés en vue de favoriser son développement et (ii) des mandataires sociaux de la Société. Le Conseil d'administration arrêtera la liste des bénéficiaires des BSA 2020 et le nombre de BSA 2020 attribués à chacun et fixera les conditions de souscription et d'exercice des BSA 2020 et, notamment, le prix de souscription des BSA 2020, étant précisé que la période d'exercice ne pourra pas excéder dix (10) ans.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputerait sur le plafond nominal global d'augmentation de capital fixé par la douzième résolution soumise à l'Assemblée Générale.

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute délégation antérieure ayant le même objet.

Vous avez pu prendre connaissance du texte des résolutions qui sont soumises à votre approbation et qui contiennent les principales caractéristiques de cette autorisation.

Programme d'incitation des cadres salariés et mandataires sociaux : création d'actions de préférence convertibles en actions ordinaires sous réserve de conditions de performance (vingt-quatrième résolution)

Il vous est proposé, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes et du rapport du commissaire aux avantages particuliers, et sous réserve de l'adoption de la 25^{ème} résolution, d'autoriser la création de cinq (5) nouvelles catégories d'actions de préférence (ensemble les « ADP ») régies par les dispositions des articles L. 228-11 et suivants du Code de commerce, dont les principales caractéristiques seraient les suivantes :

- les ADP constituent cinq (5) nouvelles catégories d'actions (« ADP T1 », « ADP T2 », « ADP T3 », « ADP T4 », « ADP T5 ») dont l'admission aux négociations sur le marché Euronext Paris ne sera pas demandée ;
- le nombre maximum d'ADP, toutes Tranches confondues, pouvant être émises au titre de la présente délégation, sera de dix-sept mille (17.000), donnant droit à un nombre maximum d'un million sept cent mille (1.700.000) actions ordinaires et réparties en 5 Tranches de trois mille quatre cent (3.400) ADP donnant chacune droit à trois cent quarante mille (340.000) actions ordinaires ;
- les ADP auront une valeur nominale égale à celle des actions ordinaires, soit une valeur nominale unitaire de huit centimes d'euro (0,08 €) ;
- les ADP seront convertibles en actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la manière suivante :
 - (a) pour toute Tranche dont les Conditions de Performance ne seraient pas atteintes, à l'issue de la Période de Performance, les ADP de la Tranche concernée seront automatiquement converties, sur la base d'un Ratio de Conversion d'une (1) action ordinaire pour une (1) ADP (le « *Ratio de Base de Conversion* »), soit, pour toutes les

Tranches confondues, un nombre maximum de dix-sept mille (17.000) actions ordinaires sur conversion de dix-sept mille (17.000) ADP ;

- (b) pour toute Tranche dont les Conditions de Performance seraient atteintes pendant la Période de Performance (telles que constatées par le conseil d'administration), le bénéficiaire pourra demander, à tout moment pendant la Période de Conversion, la conversion d'une (1) ADP en cent (100) actions ordinaires (le « **Ratio de Performance de Conversion** ») ;

étant précisé que, par exception à ce qui précède, le conseil d'administration aura tous pouvoirs, dans la limite du Ratio de Performance de Conversion, pour définir des cas particuliers de conversion des ADP, automatiques ou sur demande d'un bénéficiaire, et déterminer des ratios spécifiques de conversion des ADP, (x) en cas de cessation par un bénéficiaire de ses fonctions au sein de la Société et/ou l'une de ses filiales, ou (y) en cas d'offre publique, de fusion-absorption, de prise de contrôle, ou d'opérations similaires majeures sur le capital de la Société.

- le « **Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe** » désigne le montant hors taxes du chiffre d'affaires consolidé de la Société et de ses filiales sur la période cumulée débutant le 1er janvier 2020 jusqu'au dernier trimestre précédant une Date de Convertibilité donnée ;
- les « **Conditions de Performance** » désignent respectivement, pendant la Période de Performance, les conditions de performance permettant d'obtenir, pour chacune des Tranches concernées, le Ratio de Performance de Conversion, étant précisé qu'au sein de chaque Tranche considérée, les conditions de performance mentionnées constituent des critères cumulatifs :
 - (a) pour les ADP T1 : atteinte (x) d'un Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe supérieur à trente-cinq millions d'euros hors taxes (35.000.000 € HT) et (y) d'un montant de Marge Brute supérieur à quatorze millions d'euros hors taxes (14.000.000 € HT) ;
 - (b) pour les ADP T2 : atteinte (x) d'un Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe supérieur à quatre-vingt-cinq millions d'euros hors taxes (85.000.000 € HT) et (y) d'un montant de Marge Brute supérieur à trente-cinq millions d'euros hors taxes (35.000.000 € HT) ;
 - (c) pour les ADP T3 : atteinte (x) d'un Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe supérieur à cent-soixante-cinq millions d'euros hors taxes (165.000.000 € HT) et (y) d'un montant de Marge Brute supérieur à soixante-dix millions d'euros hors taxes (70.000.000 € HT) ;
 - (d) pour les ADP T4 : atteinte (x) d'un Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe supérieur à deux cent quatre-vingt-quinze millions d'euros hors taxes (295.000.000 € HT) et (y) d'un montant de Marge Brute supérieur à cent trente millions d'euros hors taxes (130.000.000 € HT) ;
 - (e) pour les ADP T5 : atteinte (x) d'un Chiffre d'Affaires Consolidé Groupe supérieur à cinq cent millions d'euros hors taxes (500.000.000 € HT) et (y) d'un montant de Marge Brute supérieur à deux cent trente-cinq millions d'euros hors taxes (235.000.000 € HT) ;

étant précisé (i) qu'une Tranche donnée ne pourra être considérée atteinte qu'une seule fois sur la Période de Performance et, de fait, ne pourra donner lieu qu'une seule fois au nombre d'actions ordinaires calculées sur la base du Ratio de Performance de Conversion et (ii) que si plusieurs Tranches sont atteintes cumulativement sur la même période, le Bénéficiaire pourra cumuler le nombre d'actions ordinaires auxquelles ces Tranches lui donnent droit ;

- la « **Date de Convertibilité** » désigne la date à laquelle le conseil d'administration se tiendra pour constater trimestriellement, au titre de la période cumulée depuis le 1er janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2024 inclus, l'atteinte ou non des Conditions de Performance pour

chacune des Tranches à cette date, étant précisé, en tant que de besoin, que l'absence d'atteinte des Conditions de Performance d'une Tranche considérée à une Date de Convertibilité trimestrielle donnée ne préjuge pas d'une atteinte possible des Conditions de Performance de ladite Tranche considérée à une Date de Convertibilité trimestrielle ultérieure ;

- la « **Marge Brute** » désigne la marge brute consolidée de la Société et de ses filiales sur la période cumulée débutant le 1er janvier 2020 jusqu'au dernier trimestre précédant une Date de Convertibilité donnée ;
- la « **Période de Performance** » désigne la période commençant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2024 inclus ;
- le « **Ratio de Conversion** » est le nombre d'actions ordinaires auquel donnera effectivement droit chaque ADP pour chaque Tranche concernée ;
- les « **Tranches** » désignent collectivement (a) la Tranche ADP T1, (b) la Tranche ADP T2, (c) la Tranche ADP T3, (d) la Tranche ADP T4 et (e) la Tranche ADP T5, et une (1) « **Tranche** » désigne indifféremment l'une quelconque desdites Tranches ;
- sous réserve des cas spécifiques précités de conversion automatique, tels qu'ils pourront, le cas échéant, être définis par le conseil d'administration, les ADP seront convertibles, à l'issue de la période de conservation (telle qu'elle sera fixée par le conseil d'administration), pour chacune des Tranches, sur demande du bénéficiaire, à compter de la Date de Convertibilité pendant une période de trois (3) ans (la « Période de Conversion »), étant précisé que :
 - (a) les bénéficiaires ne pourront pas demander la conversion des ADP en actions ordinaires entre (x) la publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires d'un avis de réunion de toute assemblée générale et (y) la tenue de ladite assemblée ;
 - (b) le conseil d'administration pourra suspendre la Période de Conversion pour une ou plusieurs périodes de trois (3) mois maximum, les bénéficiaires ne pouvant pas demander la conversion des ADP de la Tranche concernée en actions ordinaires pendant ces périodes de suspension ; et
 - (c) si le terme de la Période de Conversion est compris : (y) entre la publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires d'un avis de réunion de toute assemblée générale et la tenue de ladite assemblée, ou (x) pendant une période de suspension décidée par le conseil d'administration ; alors la Période de Conversion sera automatiquement étendue jusqu'au dixième (10^e) jour ouvré suivant l'assemblée générale ou le terme de la période de suspension concernée ;
- les ADP seront automatiquement converties en actions ordinaires, existantes ou à émettre, sur la base du Ratio de Base de Conversion, dans l'hypothèse où les ADP seraient cédées, ou transférées de quelque façon que ce soit, en dehors d'une transmission liée au décès ou à l'invalidité du bénéficiaire ou d'un cas de retrait obligatoire, à compter de la fin de la période de conservation dans des conditions définies par le conseil d'administration, étant précisé que le conseil d'administration pourra définir des cas spécifiques additionnels dans lesquels le transfert des ADP n'entraînera pas automatiquement l'application du Ratio de Base de Conversion ;

- à l'issue de la Période de Conversion, et en l'absence de conversion par le bénéficiaire pendant ladite Période de Conversion, les ADP seront automatiquement converties en actions ordinaires sur la base du Ratio de Base de Conversion ;
- les ADP ne conféreront pas le droit de vote aux assemblées générales ;
- chaque ADP donnera droit aux distributions de dividendes et à un droit dans le boni de liquidation proportionnel à la quote-part que son montant nominal représente dans le capital social, étant précisé que chaque ADP ne donnera pas de droit aux réserves ;
- les ADP n'auront pas de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital ou toute opération avec droit préférentiel de souscription sur les actions ordinaires et ne bénéficieront pas des augmentations de capital par attribution gratuite d'actions nouvelles ou par majoration du montant nominal des actions ordinaires existantes réalisées par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, ni des attributions gratuites de valeurs mobilières donnant accès à des actions réalisées au profit des bénéficiaires d'actions ordinaires ; toutefois, le Ratio de Conversion sera ajusté en vue de préserver les droits des bénéficiaires dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du Code de commerce, ou celles fixées par le conseil d'administration.

L'émission d'ADP ne pourra être décidée que dans le cadre d'une attribution gratuite d'actions aux membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement en France ou à l'étranger.

Les ADP pourront être converties en actions ordinaires nouvelles ou existantes détenues dans le cadre du programme de rachat et prend acte que la conversion des ADP en actions ordinaires nouvelles emporte renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles issues de la conversion.

A compter de l'émission des ADP, le capital social de la Société sera divisé en six (6) catégories d'actions : (i) les actions ordinaires, (ii) les ADP T1, (iii) les ADP T2, (iv) les ADP T3, (v) les ADP T4 et (vi) les ADP T5 et les statuts devront être modifiés en conséquence.

Il vous est proposé de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec subdélégation possible dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- (i)** déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions ordinaires susceptibles d'être obtenues par conversion et modifier le Ratio de Base de Conversion et le Ratio de Performance de Conversion ;
- (ii)** modifier ou substituer aux Conditions de Performance tout critère de valorisation pertinent en cas d'opération significative de cession ou d'acquisition de nature à modifier le périmètre du groupe de la Société ;
- (iii)** le cas échéant, modifier les statuts de la Société en conséquence et, plus généralement, adapter ou modifier les statuts de la Société pour tenir compte des termes et conditions des ADP ;
- (iv)** fixer la Période de Conversion dans la limite prévue à la présente résolution ;
- (v)** le cas échéant constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des ADP nouvelles à attribuer ;

- (vi) constater la réalisation des Conditions de Performance et/ou déclarer réputées satisfaites les Conditions de Performance, en cas d'opération significative susceptible d'avoir un impact sur le capital social de la Société dans les conditions déterminées par le conseil d'administration ;
- (vii) définir des cas de conversion automatique, ou à la demande du bénéficiaire, et fixer, dans la limite du Ratio de Performance de Conversion, tout ratio de conversion spécifiquement applicable (a) en cas de cessation par un bénéficiaire de ses fonctions au sein de la Société et/ou l'une de ses filiales, ou (b) en cas d'offre publique, de fusion-absorption, de prise de contrôle, ou d'opérations similaires majeures sur le capital de la Société ;
- (viii) prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de l'émission envisagée ou y surseoir, insérer les modifications statutaires telles qu'établies dans la présente résolution, et constater, le cas échéant, l'augmentation de capital résultant de toute conversion des ADP en actions ordinaires, procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
et
- (ix) procéder à toutes opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la (ou des) augmentation(s) de capital.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de l'Assemblée Générale

Programme d'incitation des cadres salariés et mandataires sociaux : délégation de compétence donnée pour trente-huit (38) mois, au conseil d'administration, à l'effet d'attribuer gratuitement des actions de préférence sous condition de performance, à des cadres salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (vingt-cinquième résolution)

Nous vous demandons, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes, et sous réserve de l'adoption de la 24^{ème} résolution, de bien vouloir autoriser le conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées dans la présente autorisation, à l'attribution gratuite d'ADP au bénéfice des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce.

Le nombre maximal d'ADP sera susceptible de donner droit à un nombre maximal d'un million sept cent mille (1.700.000) actions ordinaires, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond prévu pour les attributions gratuites d'actions ordinaires tel que visé à la 21^{ème} résolution.

Le nombre d'ADP convertibles n'excèdera pas 10 % du capital de la Société, sous réserve des dispositions de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce ;

L'attribution des ADP aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition d'un (1) an. Par exception, l'attribution définitive pourra intervenir avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième catégorie de l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, à la demande du bénéficiaire ou en cas de décès du bénéficiaire à la demande des ayants-droit dans un délai de six (6) mois à compter du décès du bénéficiaire.

Les bénéficiaires devront conserver les ADP pendant une période de conservation (telle qu'elle sera fixée par le conseil d'administration), sous réserve des cas d'invalidité et de décès du bénéficiaire.

La conversion des ADP en actions ordinaires ne pourra avoir lieu que sous réserve de la constatation du caractère atteint (ou, le cas échéant, réputé atteint) des Conditions de Performance décrites dans la 24ème résolution de la présente assemblée.

L'émission des ADP emporte, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires, au profit des attributaires, à leur droit préférentiel de souscription aux dites ADP, ainsi qu'aux actions ordinaires nouvelles issues de la conversion des ADP.

Il vous est proposé de donner tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de :

- (i)** fixer, dans les conditions et limites légales, les dates d'attribution des actions ;
- (ii)** constituer une réserve spéciale à l'effet de libérer la valeur nominale des ADP ;
- (iii)** le cas échéant, constater l'existence de réserves suffisantes et procéder lors de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des ADP nouvelles attribuées gratuitement et, sur conversion, la libération des actions ordinaires nouvelles ;
- (iv)** déterminer l'identité des bénéficiaires ainsi que le nombre d'ADP attribuées à chacun d'eux, les conditions et les modalités d'attribution des dites ADP ;
- (v)** prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution ;
- (vi)** constater les dates d'attribution définitives et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées compte tenu des restrictions légales ;
- (vii)** modifier les statuts de la Société au jour de la date d'attribution définitive des ADP comme indiqué à la 24ème résolution de la présente assemblée ;
- (viii)** constater la réalisation des Conditions de Performance et/ou déclarer réputées satisfaites les Conditions de Performance, en cas d'opération significative susceptible d'avoir un impact sur le capital social de la Société dans les conditions déterminées par le conseil d'administration ;
- (ix)** imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération des actions ordinaires nouvelles à émettre au titre de la conversion des ADP, constater la réalisation des augmentations de capital réalisées en application de la présente autorisation et procéder aux modifications corrélatives des statuts de la Société ;
- (x)** déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions ordinaires pouvant être obtenues par conversion et modifier le Ratio de Base de Conversion et le Ratio de Performance de Conversion ;
- (xi)** le cas échéant, modifier les statuts de la Société en conséquence et, plus généralement, adapter ou modifier les statuts de la Société pour tenir compte des termes et conditions des ADP ;
- (xii)** décider le moment venu, la ou les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices corrélative(s) à l'émission des ADP nouvelles attribuées gratuitement ainsi que l'émission des actions ordinaires nouvelles par conversion ;
- (xiii)** prendre toutes mesures utiles pour assurer le respect de l'obligation de conservation exigée des bénéficiaires et définir les éventuelles modalités de conservation ou d'inscription au nominatif des ADP et actions ordinaires émises sur conversion des ADP au profit de certaines catégories de bénéficiaires, tels que des mandataires sociaux ;
- (xiv)** et généralement, faire dans le cadre de la législation en vigueur tout ce que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire,

Le conseil d'administration pourra émettre les ADP et procéder, le cas échéant, aux ajustements du Ratio de Conversion et du Ratio de Base de Conversion des ADP attribuées gratuitement nécessaires à l'effet

de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, d'offre d'échange d'actions, d'émission de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices par la création d'ADP ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle). Il est précisé que les ADP attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées

La délégation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de l'Assemblée Générale

Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions précédemment rachetées dans le cadre d'un programme de rachat d'actions (vingt-sixième résolution)

Nous vous demandons de bien vouloir autoriser le Conseil d'administration à :

- réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres actions, et ce dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre (24) mois, étant précisé que cette limite s'appliquerait à un nombre d'actions qui sera le cas échéant ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à l'Assemblée Générale ; et
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'administration serait valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale et priverait d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Modification de l'article 16 « Délibérations du Conseil » des Statuts afin de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par consultation écrite des Administrateurs conformément à la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 dite « Soihili » ayant modifié l'article L. 225-37 du Code de commerce (vingt-septième résolution)

Nous vous proposons, dans le cadre de la vingt-cinquième résolution, d'user de la faculté offerte par l'article L. 225-37 du Code de commerce, de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par consultation écrite, et par conséquent d'ajouter un paragraphe IV à de l'article 16 « Délibérations du Conseil » des Statuts, qui serait rédigé comme suit :

« IV. -Le Conseil d'administration peut également, conformément aux dispositions légales, adopter par voie de consultation écrite certaines décisions relevant de ses attributions propres, à savoir : -la nomination provisoire de membres du conseil d'administration ; -l'autorisation des cautions, avals et garanties données par la Société ; -la décision prise sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire de modifier les statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires ; -la convocation de l'assemblée générale ; et -le transfert du siège dans le même département. »

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

Pouvoirs à donner en vue des formalités (vingt-huitième résolution)

La vingt-cinquième résolution est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales liées à la tenue de l'Assemblée Générale.

* * *
*

Les renseignements que nous venons de vous donner et ceux qui figurent dans les rapports des commissaires aux comptes, vous permettront, pensons-nous, de prendre des décisions qui nous paraissent conformes à vos intérêts.

Nous vous demandons en conséquence de bien vouloir approuver les résolutions qui vous sont présentées, à l'exception de la 20^{ème} résolution relative à l'autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réalisation une ou plusieurs augmentations de capital des adhérents à un plan d'épargne d'entreprise.

Le Conseil d'administration.